

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**SIXIÈME COMMISSION, 998^e
SÉANCE**

Mercredi 15 novembre 1967,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Point 87 de l'ordre du jour:

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (suite) 237

Point 88 de l'ordre du jour:

Question des méthodes d'établissement des faits (suite) 242

Organisation des travaux de la Commission . . . 243

Président: M. Edvard HAMBRO (Norvège).

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (suite) [A/6799, A/C.6/383, A/C.6/L.627]

1. M. MAMIMOUE (Congo-Brazzaville) déclare que la première question à se poser lorsque l'on étudie les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats est celle de savoir ce que signifient ces principes et quelle place ils occupent dans le contexte contemporain. La Sixième Commission offre une enceinte idéale où toutes les nations du monde peuvent se réunir pour définir les traits qui caractérisent l'époque actuelle, pour choisir les voies dans lesquelles elles doivent s'engager et pour structurer la communauté internationale. Il est essentiel de prendre conscience du fait que l'humanité est parvenue à un tournant décisif de l'histoire, à un moment où l'on constate, d'une part, un accroissement vertigineux et effrayant du potentiel nucléaire mondial, sur lequel s'appuient ceux qui pratiquent "l'équilibre de la terreur" et font peser sur le monde une menace apocalyptique et, d'autre part, un accroissement également vertigineux de l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, qui risque de provoquer ces derniers à la violence. Force est de reconnaître que l'époque actuelle est celle du choix entre la paix totale et la destruction totale. Il faut dire non à la guerre nucléaire, dire non à la politique de l'équilibre de la terreur, dire non, enfin, aux guerres locales que livrent les pays riches aux pays pauvres et qui, parce qu'elles se déroulent dans le contexte

nucléaire, peuvent aboutir à la guerre nucléaire et mener l'humanité à sa fin.

2. Les nations du monde doivent s'attacher à transformer en potentiel d'édification le gigantesque potentiel destructeur actuellement existant. M. Mamimoué rappelle à cet égard qu'il se dépense dans le monde 130 milliards de dollars par an au titre des armements, sans compter le coût élevé de la guerre au Viet-Nam, et 10 milliards de dollars seulement pour l'aide aux pays sous-développés. Il est indispensable que, face à la situation dramatique des pays pauvres, les pays riches adoptent la solution pacifique qui consiste à les industrialiser; sinon, ils risquent de subir l'effet de leur colère, qui n'est déjà plus une hypothèse abstraite, mais une réalité dont l'importance ne cessera de croître. Il faut enfin assurer entre tous les pays sans exception une coopération qui fasse de l'ensemble des nations un tout organisé. Pour réaliser toutes ces tâches, il est nécessaire de disposer de garde-fous, d'un dispositif protecteur: tel est le rôle des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

3. Après avoir rappelé le mandat confié au Comité spécial de 1967 par la résolution 2181 (XXI) de l'Assemblée générale, M. Mamimoué souligne que les buts fondamentaux des Nations Unies, à savoir maintenir la paix et la sécurité internationales, développer entre les nations des relations amicales et réaliser la coopération internationale, sont étroitement liés, si bien que le respect des principes touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats revêt une importance capitale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour que la sécurité internationale soit assurée, il est indispensable, tout d'abord, que le droit international considère la guerre comme un délit, ensuite, qu'il existe des organismes ayant pour mission de veiller à l'observation du principe que les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, et, enfin, que ces organismes soient dotés des pouvoirs nécessaires pour leur permettre de remplir leurs fonctions. La Charte des Nations Unies a mis en place un dispositif de cette nature. Le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, qui interdit le recours à la menace et à l'emploi de la force, est le fruit d'une évolution historique récente qui a son point de départ dans le Pacte de la Société des Nations, dont l'article premier interdisait les guerres de conquête.

4. Le travail accompli par le Comité spécial au cours de sa session de 1967 est, de l'avis de la délégation congolaise, non seulement considérable, mais marqué aussi par la clarté et la précision. Les membres de ce Comité doivent être félicités de leurs efforts. En ce qui concerne le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, la délégation congolaise, qui condamne les guerres d'agression en tant que crimes contre la paix, affirme que tous les Etats doivent s'abstenir d'organiser ou d'encourager à organiser des forces irrégulières ou composées de volontaires en vue d'incursions sur le territoire d'un autre Etat, de participer à une guerre civile ou à des actes de terrorisme sur le territoire d'un autre Etat et d'occuper militairement un autre Etat. Il importe également de lancer un appel pressant aux Etats détenteurs d'armes destructrices afin qu'ils concluent un accord de désarmement général et complet.

5. Ce principe constitue la pierre angulaire de l'ordre juridique international contemporain; sa codification et son développement progressif en faciliteraient l'observation et l'application, qui revêtent une importance particulière pour les petits pays, les pays en voie de développement et les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance. En effet, on est obligé de constater que certains Etats puissants continuent à violer le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force en se livrant à des actes flagrants d'agression, comme par exemple les Etats-Unis au Viet-Nam, et Israël au Moyen-Orient, qui ne saurait être autorisé à continuer à occuper les territoires qu'il a conquis par l'agression. En règle générale, du reste, toutes les acquisitions territoriales et autres avantages obtenus par la menace ou l'emploi de la force ne sauraient avoir d'effets juridiques puisque le droit international ne peut entériner les conséquences d'actes illicites incompatibles avec la Charte.

6. La délégation congolaise tient à souligner que l'interdiction du recours à la force ne saurait affecter le droit des peuples à se défendre contre la domination coloniale dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Ce droit de légitime défense des peuples colonisés doit, de toute nécessité, être une exception à la règle, car le colonialisme est une véritable agression. On ne peut certes pas priver le peuple de Rhodésie, par exemple, du droit de réagir par la force contre le régime de M. Smith.

7. Pour ce qui est du devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte, la délégation congolaise estime que tous les Etats, quel que soit leur régime politique, économique et social, doivent coopérer, sur la base de l'égalité souveraine, dans tous les domaines des relations internationales. Cette coopération constitue une condition nécessaire de la coexistence pacifique d'Etats ayant adopté des systèmes politiques et sociaux différents; elle est le catalyseur sans lequel les principes étudiés seraient dépourvus d'efficacité. Dans le domaine économique et social, elle doit avoir pour but de créer, notamment dans les pays en voie de développement, les conditions de stabilité, de bien-être et de croissance économique indispensables au maintien de la paix, car l'existence d'économies

précaires a une influence extrêmement néfaste sur la stabilité mondiale.

8. Malheureusement, l'expérience montre que les pays riches, malgré les obligations que leur impose la Charte, répugnent à déployer les efforts qui leur sont demandés. La coopération internationale doit également avoir pour but le respect universel et effectif des droits de l'homme et l'élimination de toutes les formes de discrimination, conformément à l'Article 55 de la Charte. Pourtant, les droits de l'homme sont constamment bafoués, souvent par ceux-là mêmes qui s'en proclament les défenseurs.

9. En ce qui concerne le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, la position du Congo (Brazzaville), qui, en août 1963, a mis un terme définitif à la domination coloniale, est parfaitement claire. Dire que tous les peuples ont droit à l'autodétermination, c'est dire qu'ils ont tous le droit de choisir librement leur régime politique, économique et social et de disposer de leurs richesses nationales et de leurs ressources naturelles. Il importe d'éliminer immédiatement et totalement le colonialisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes. Le principe de l'autodétermination n'est pas un simple postulat moral: il conserve une importance pratique considérable pour les peuples qui, comme ceux du Mozambique, de l'Angola, de l'Afrique du Sud, du Sud-Ouest africain et du Zimbabwe, se trouvent encore sous le joug colonial, et sa reconnaissance par tous les Etats est une condition supplémentaire du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Indépendamment des actes d'agression colonialiste, l'agression pratiquée au Viet-Nam constitue un exemple frappant de violation du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, ainsi que de l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme [résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale].

10. Le principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte paraît tout à fait justifié à la délégation congolaise. Ce principe revêt une grande importance car il englobe la règle *pacta sunt servanda* qui constitue le fondement du droit international contemporain, et son respect est la condition nécessaire du respect de tous les autres principes étudiés. Il importe que la confiance règne entre les Etats qui ont adopté des régimes politiques, économiques et sociaux différents. La délégation congolaise tient en particulier à souligner qu'il n'y a pas de place, dans le monde actuel, pour les traités inégaux conclus sous l'empire de la contrainte. Se référant, à cet égard, au projet d'articles sur le droit des traités élaboré par la Commission du droit international^{1/}, M. Mamimoué affirme que les traités conclus par une puissance coloniale au nom d'un territoire ne doivent plus s'appliquer lorsque, ayant réussi à se libérer du joug colonial, ce territoire devient un Etat indépendant. Il admet pourtant l'existence de traités inégaux justifiés, comme, par exemple, un traité aux termes duquel, en l'absence de toute contrepartie, un pays accorde à un autre pays sans littoral un accès permanent à la mer. Mais il est tout à fait normal que soient

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 9, chap. II, deuxième partie.

déclarés nuls les traités en conflit avec une norme impérative du droit international ou avec les obligations découlant de la Charte.

11. A propos du principe concernant le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, conformément à la Charte, M. Mamimoué rappelle que tout Etat a le droit inaliénable de choisir son régime politique, économique et social et que, par conséquent, aucun autre Etat ne saurait intervenir dans le but d'entraver ce choix. Il faut, en particulier, condamner l'organisation, par tout Etat, d'activités subversives visant à changer par la violence le régime d'un autre Etat; un exemple typique est offert par la République démocratique du Congo, victime des activités de mercenaires dont l'objectif non dissimulé est de remettre en cause l'indépendance congolaise. Ces activités constituent en outre une violation du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. Enfin, la délégation congolaise est convaincue que tous les Etats doivent respecter le principe que les Etats règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.

12. M. VAN LARE (Ghana), après avoir rappelé que son pays est membre du Comité spécial, indique qu'il n'abordera que les questions de procédure; sa délégation juge en effet superflu de parler des quatre principes déjà formulés par le Comité spécial et elle se réserve le droit d'intervenir au sein de cet organe au sujet des trois autres.

13. Après avoir éprouvé certains doutes quant à l'opportunité de convoquer le Comité spécial en 1968, étant donné le calendrier chargé de conférences prévu pour cette année, la délégation ghanéenne s'est ralliée à l'opinion contraire qui semble exprimer la volonté de la majorité de la Commission. Si l'on décide de réunir à nouveau le Comité spécial, il est indispensable de faciliter ses travaux. Tout d'abord, il faudrait que le Comité spécial laisse entièrement de côté les quatre principes déjà formulés. Vouloir élargir ou restreindre, au stade actuel, la portée des principes déjà formulés présenterait en effet des risques sérieux, et cela ne devrait être tenté que lorsque la Sixième Commission examinera l'ensemble du projet de déclaration dont l'adoption sera recommandée à l'Assemblée générale.

14. Il importe que la Commission donne au Comité spécial un mandat très précis au sujet des principes qu'il devra examiner et de l'ordre dans lequel ils devront être étudiés. La délégation ghanéenne aurait souhaité que le principe de l'égalité de droits et d'autodétermination des peuples reçoive la priorité, mais elle n'insistera pas, pour tenir compte de l'opinion de la majorité qui pense que le principe relatif à l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force doit être étudié en premier lieu; elle tient à déclarer qu'elle refusera son appui à toute proposition qui relèguerait le principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat à un plan secondaire. Dans la résolution qu'elle soumettra à l'Assemblée générale, la Commission devrait mentionner explicitement ce principe.

15. La méthode du consensus adoptée par le Comité spécial impose une rigidité excessive à ses travaux. Certes, il est capital d'assurer la plus large acceptation possible à la codification et à la formulation de normes juridiques internationales, mais le développement progressif du droit exige une optique dynamique. La délégation ghanéenne estime qu'il faudrait s'efforcer d'aboutir à un consensus dans toute la mesure du possible, mais prendre des décisions à la majorité en cas de besoin. Le Comité spécial devrait donc continuer à adopter ses textes à la suite de consensus, mais la Sixième Commission, elle, devrait prendre ses décisions à la majorité. D'autre part, si le Comité spécial n'arrivait pas, à cause d'une légère divergence de vues, à parvenir à un accord sur un texte déterminé, son Rapporteur devrait être autorisé à noter et à examiner les divergences de vues, et à recommander, dans son rapport, une formulation objective. La Sixième Commission trancherait alors la question par un vote à la majorité si un consensus se révélait impossible.

16. Pour conclure, M. van Lare dit que sa délégation appuiera tout projet de résolution invitant le Comité spécial à se réunir en 1968 et le priant, en termes clairs, d'examiner, en vue d'en compléter la formulation, les principes de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, dans cet ordre.

17. M. MARIKKAR (Ceylan) dit qu'il convient de replacer la question des relations amicales et de la coopération entre les Etats dans son contexte historique. Dans sa résolution 1815 (XVII), l'Assemblée générale a décidé d'étudier sept de ces principes. Dans sa résolution 1966 (XVIII), portant création du Comité spécial, elle a chargé ce comité de rédiger un rapport aux fins du développement progressif et de la codification de quatre de ces principes et en vue d'assurer leur application plus efficace. Ces deux résolutions semblent exprimer deux idées contradictoires: dans l'une, l'Assemblée générale indique clairement que ces principes sont consacrés par la Charte des Nations Unies et, dans l'autre, elle demande que ces principes soient développés et codifiés en vue de leur application plus efficace, paraissant ainsi n'être pas satisfaite de la façon dont ces principes sont énoncés dans la Charte et vouloir en mieux définir la portée. Par la suite, l'Assemblée a décidé, par sa résolution 2103 A (XX), de reconstituer le Comité spécial pour qu'elle puisse adopter une déclaration dans laquelle seraient formulés ces principes, ce qui semble confirmer qu'elle estimait que la formulation qui figure dans la Charte était loin d'être satisfaisante et qu'il fallait réaffirmer ces principes et les préciser dans une déclaration. Pour ne citer qu'un seul exemple, bien que le devoir de coopérer soit énoncé assez clairement dans diverses dispositions de la Charte, notamment au paragraphe 3 de l'Article premier, au paragraphe 5 de l'Article 2 et aux Articles 25, 48, 49, 55 et 56, on a jugé utile de le réaffirmer et d'en énoncer le contenu.

18. Le texte mis au point pour le principe relatif au devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres (voir A/6799, par. 161) appelle quelques sé-

rieuses objections qui dépassent les questions de forme ou de rédaction. Il semble en effet contredire certaines dispositions de la Charte. Ainsi, le paragraphe 1 dispose que les Etats ont le devoir de coopérer les uns avec les autres afin de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser le progrès et la stabilité économique internationaux tandis que le paragraphe 3 prévoit simplement que les Etats doivent coopérer dans les domaines économique, social, culturel et autres. Une obligation juridique est imposée dans le premier cas, mais non dans le second, ce qui affaiblit les dispositions de la Charte. Il convient également de signaler que l'alinéa a du paragraphe 2 de l'énoncé de ce principe ne fait que reproduire ce qui est déjà dit au paragraphe 1; cette répétition ne semble rien ajouter à la substance du principe.

19. Sans vouloir critiquer les travaux du Comité spécial, la délégation ceylanaise tient à lancer une mise en garde pour que l'on s'entende, avant que le Comité spécial ne poursuive ses travaux, sur la façon dont il faut interpréter son mandat. Pour sa part, la délégation ceylanaise estime que le Comité spécial devrait examiner, en 1968, les principes de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, sans chercher à élargir la portée de l'accord déjà exprimé sur les autres principes.

20. S'agissant des méthodes de travail du Comité spécial, la délégation ceylanaise ne voit aucune objection à ce que le Comité spécial continue d'avoir recours à des groupes de travail, s'il est entendu que les travaux de ces groupes seront soumis à l'examen du Comité spécial dans son ensemble, mais elle éprouve des doutes sérieux quant à l'opportunité de conserver le principe de l'unanimité. Il semble que jusqu'à présent le Comité spécial ait sacrifié le progrès et même la clarté de la rédaction au souci de parvenir à un consensus. La délégation ceylanaise estime que le principe de l'unanimité devrait être abandonné au profit de celui de la majorité qualifiée.

21. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique) dit que sa délégation maintient son adhésion à l'interprétation du mandat du Comité spécial que le représentant du Royaume-Uni avait indiquée à la vingt et unième session de l'Assemblée générale (930ème séance). Il s'agit d'approfondir les sept principes, d'en préciser et d'en formuler le contenu juridique essentiel, compte tenu du fait que les conflits et les dissensions qui depuis 20 ans mettent en danger l'ordre international tiennent précisément à des divergences de vues quant à l'interprétation et à l'application de certains de ces principes. Elle félicite les Président et Rapporteur du Comité spécial et le Président du Comité de rédaction de leur contribution aux travaux de la troisième session du Comité spécial.

22. En ce qui concerne le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, il est indéniable que le Comité spécial de 1967 a accompli le maximum de progrès possible compte tenu de ses méthodes de travail. Le rapport du groupe de travail chargé de ce principe (voir A/6799, par. 107) montre en effet que plusieurs délégations se sont

décidées tardivement à soustraire aux négociations l'énoncé de certains corollaires du principe. Pour la délégation mexicaine, de telles difficultés doivent être évitées à tout prix à la prochaine session du Comité spécial, peut-être grâce à l'établissement d'un système de filtrage qui ne laisserait parvenir au Comité spécial lui-même que les éléments se prêtant à la négociation. Elle sait gré à M. Arangio Ruiz des idées qu'il a émises sur les méthodes de travail du Comité spécial (*ibid.*, par. 481 à 483).

23. Rappelant les termes dans lesquels la délégation mexicaine a présenté au Comité spécial, à sa troisième session, la proposition commune de l'Argentine, du Chili, du Guatemala, du Mexique et du Venezuela relative à l'interdiction du recours à la force (*ibid.*, par. 27), M. González Gálvez souligne qu'outre la limitation qu'il impose à l'activité des Etats, le principe attribue aux organes compétents des Nations Unies une sorte de monopole sur l'appréciation des faits et les décisions les concernant, ainsi que le pouvoir de contrainte nécessaire, et que c'est dans la mesure où l'Organisation est inefficace, c'est-à-dire dans la mesure où la centralisation est incomplète, qu'une parcelle de ce pouvoir revient aux Etats dans le cadre de l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective. Cette proposition commune complétait, par des idées qui ont fait l'objet d'amples débats, la proposition britannique (*ibid.*, par. 24) et celle-ci reprenait presque à la lettre le document No 1^{2/} qui avait été soumis à la session de 1964 du Comité spécial. M. González Gálvez appelle en outre l'attention sur la déclaration que le chef de la délégation mexicaine, M. García Robles, a faite à l'Assemblée générale (1587ème séance plénière, par. 60 à 65) au sujet dudit projet latino-américain et dont il a donné lecture.

24. En ce qui concerne le principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, dont la violation constitue la cause la plus fréquente de conflits internationaux, le représentant du Mexique souligne que les pays d'Amérique latine l'ont formulé d'une manière très stricte parce que le souvenir d'innombrables interventions de toutes sortes, armées ou non, les a amenés à le renforcer pour se défendre.

25. Pour le peuple mexicain, loin d'être une clause de style, ledit principe constitue une protection majeure contre les entreprises extérieures. Ce principe n'est pas, pour autant, de ceux qui s'adaptent aux conditions régionales, car il a un caractère général et universel. La force d'expansion de certains instruments, comme par exemple le Pacte Briand-Kellogg^{3/}, doit s'exercer en faveur de la formulation la plus complète et la plus stricte du principe considéré, si un nombre appréciable d'Etats y souscrivent et si ses dispositions coïncident avec les intérêts de la majorité des membres de la communauté internationale. Tel est le cas, précisément, de la formulation contenue dans la résolution 2131 (XX) de

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, points 90 et 94 de l'ordre du jour, document A/5746, par. 106.

^{3/} Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale signé à Paris le 27 août 1928, Société des Nations, Recueil des Traités, vol. XCIV, No 2137.

l'Assemblée générale, qui exprime clairement une conviction quant au contenu d'un principe essentiellement juridique et qui, ayant été adoptée à l'unanimité, représente une pratique générale acceptée par les Etats et dont la validité est universelle. A ceux qui reprochent à cette Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté de contenir des notions imprécises qui se prêtent à diverses interprétations, M. González Gálvez fait observer que divers concepts juridiques courants sont traduits par des expressions non moins vagues, telles que le "due process of law" du droit anglo-saxon, l'"ordre public" du droit international français et la "due diligence" des règles concernant le régime de la neutralité dans le traité de Washington^{4/}.

26. Pour la délégation mexicaine, la Déclaration contenue dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale constitue le meilleur énoncé actuellement possible du principe de la non-intervention, surtout si on tient compte de l'échec total des efforts faits à la première session du Comité spécial à Mexico en 1964 pour formuler ce principe. Elle respecte néanmoins la position des délégations qui ne partagent pas ses conceptions et elle serait disposée à négocier, non certes sur le contenu de la résolution qui est pour elle définitive, mais sur une formule qui ne porte pas atteinte à ses positions de principe et qui lui permette de rester fidèle à la voie qu'elle s'est tracée, au cas où l'accord ne se ferait pas.

27. Pour ce qui est du principe du règlement pacifique des différends qui fait l'objet d'un énoncé agréé (voir A/6799, par. 369), le représentant du Mexique fait observer que les motifs qui ont fait exclure de celui-ci des éléments aussi importants que le règlement judiciaire démontrent la nécessité d'une codification des principes soumis au Comité spécial. D'une part, la création du droit international incombe non plus aux nations dépositaires de la tradition culturelle et juridique de l'Occident, mais à la communauté universelle dont la physionomie a été totalement modifiée par l'avènement d'un grand nombre de nouveaux Etats. D'autre part, de nouveaux problèmes intéressant le droit international se sont présentés à mesure que les régimes politiques, économiques et sociaux se diversifiaient au sein d'une société internationale qui n'était plus la communauté relativement homogène d'antan. Enfin, pour que le concept de l'indivisibilité de la prospérité ait un sens réel, il faut que la participation au développement des régions déshéritées ne soit pas considérée seulement comme un acte de générosité relevant d'une obligation morale, mais comme une entreprise de coopération assortie de moyens institutionnels et juridiques. Il y a là une conviction universelle relativement nouvelle qui doit être reflétée dans le droit international.

28. On a facilement tendance à oublier le rôle créateur du juriste et la fonction importante qui a été la sienne dans l'histoire. C'est pourtant lorsque les

concepts fondamentaux sont en cours de révision, comme c'est le cas actuellement, que le juriste peut et doit être à l'avant-garde de son temps. Il lui appartient de prévoir, de saisir et d'analyser les forces et tendances nouvelles de caractère social et politique et de les placer dans un cadre juridique. En ce qui concerne, par exemple, la force politique qui mène irrésistiblement les peuples coloniaux à l'indépendance et qui va à l'encontre d'un droit établi que le régime colonial cherche à maintenir, le spécialiste du droit international doit comprendre cette évolution et en favoriser l'aboutissement en trouvant des solutions juridiques capables d'orienter l'action politique dans des voies pacifiques et en jetant un pont entre le passé et l'avenir. La sanction de l'échec peut être la violence. Le juriste ne peut donc pas se borner à consolider les acquisitions du passé.

29. Il est d'autant plus nécessaire d'entreprendre une révision de la situation internationale qu'il faut trouver une réponse aux questions que pose l'application, à un grand nombre de nouveaux Etats, de règles qu'ils n'ont pas contribué à créer et qui, souvent, ne tiennent pas suffisamment compte de leurs intérêts. Sur le plan juridique formel, on répond simplement que, quand un Etat accède à la communauté internationale, il accepte de ce fait les règles et institutions de celle-ci. Sur le fond, cependant, la difficulté est beaucoup plus grande, car, si une partie importante de la communauté internationale ne donne pas son agrément et son appui actif à un grand nombre de dispositions du droit international, tout le dispositif de règlement pacifique des différends se trouve privé de base.

30. La chose se fait particulièrement sentir dans le vaste domaine de la responsabilité des Etats, régi actuellement par des règles découlant de l'inégalité des relations entre les pays investisseurs et les pays insuffisamment développés. La nature de ces relations s'exprime, par exemple, dans la règle qui permet aux étrangers de revendiquer des droits supérieurs à ceux des nationaux, règle que de nombreux auteurs européens considèrent encore comme étant en vigueur. C'est cet état de choses qui motive parfois la révolte d'un pays qui fait figure d'objet passif du droit international. Cette révolte peut être directe, se traduisant, par exemple, par l'emploi de la violence pour liquider une situation consacrée par le droit international, comme un protectorat, mais elle peut revêtir d'autres formes.

31. C'est ainsi qu'un grand nombre d'Etats nouveaux s'opposent à la règle de l'arbitrage obligatoire et à celle de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. Le représentant du Mexique évoque, à ce propos, l'accueil réservé qu'a trouvé devant l'Assemblée générale le projet de la Commission du droit international sur la procédure arbitrale^{5/}, qui comprenait un ensemble de mesures visant à empêcher les parties de se soustraire à l'obligation qu'elles avaient assumée de régler leurs différends par l'arbitrage. De la part de petits pays qui recherchent normalement les garanties du droit, cette attitude peut paraître paradoxale, mais elle tient au fait qu'ils ne souhaitent pas se soumettre

^{4/} Traité du 8 mai 1871 entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne (*Treaties, Conventions, International Acts, Protocols and Agreements between the United States of America and Other Powers*, Washington, Government Printing Office, 1910, vol. I, p. 703).

^{5/} Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 9 (A/3859)*, par. 22.

volontairement à des conditions qui n'ont pas été établies en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts mais qui, au contraire, se dégagent de la pratique de leurs adversaires probables. On peut invoquer la même considération pour expliquer qu'une vingtaine d'Etats seulement, parmi ceux qui n'ont pas contribué à la formation du droit international, ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

32. On ne peut résoudre le problème en reprochant aux nouveaux Etats leur tiédeur à l'égard du droit. M. González Gálvez rappelle à ce propos qu'à l'occasion du différend qui opposait le Royaume-Uni à l'Islande au sujet des droits de pêche, l'Islande n'a pas accepté de soumettre l'affaire à la Cour internationale de Justice pour que celle-ci se prononce sur la base du droit actuellement en vigueur, mais a hardiment fait campagne, notamment aux Nations Unies, en faveur de l'établissement d'une nouvelle norme juridique générale. Il est probable que, si la Cour avait été saisie, la majorité de ses juges se seraient prononcés contre l'Islande, en déclarant que le droit international en vigueur n'oblige pas les Etats tiers à reconnaître des limites de pêche unilatéralement fixées à plus de trois milles. En l'occurrence, la révolte d'un petit pays contre un Etat puissant a pris la forme d'un refus de reconnaître la juridiction de la Cour, suivi d'une action concertée avec d'autres Etats se trouvant dans la même situation pour obtenir de conférences internationales une modification de la règle en vigueur.

33. Dans le différend qui l'oppose depuis longtemps au Royaume-Uni à propos du territoire de Belize, le Guatemala a répondu à la demande tendant à soumettre le litige à la Cour internationale en proposant que, si celle-ci était saisie, elle ne se prononce pas sur la base du droit international, mais juge *ex aequo et bono*.

34. Pour résoudre le problème, il faut évidemment faciliter aux nouveaux Etats l'accès à l'élaboration du droit international. Dans la mesure où l'on établira de nouvelles normes internationales qui soient à la fois l'expression juridique d'une pratique et des règles justes correspondant aux aspirations des nouveaux Etats, ceux-ci seront davantage disposés à se soumettre de plein gré à leur application. Il importe au plus haut point, en tout cas, que des normes nouvelles apportent une solution aux problèmes nouveaux.

35. Le représentant du Mexique rappelle les réserves que sa délégation a faites au sujet de la méthode employée pour arriver à la formulation des principes (*ibid.*, par. 469 à 472). A son avis, il est indispensable qu'à la prochaine session du Comité spécial les formules de compromis possibles soient négociées en dehors des salles de réunion ou au sein de groupes officieux comprenant des représentants de pays ayant des points de vue différents.

36. D'autre part, s'il est vrai que tous les principes à l'examen ne sont peut-être pas de nature à faire l'objet de traités, il est indéniable que certains le sont. Il y a là une possibilité sur laquelle on pourra se prononcer éventuellement lorsque l'Assemblée aura approuvé la formulation des sept principes.

37. La délégation mexicaine continue à penser qu'il est souhaitable d'arriver à un accord général sur les énoncés, compte tenu surtout de la valeur de l'unanimité du point de vue juridique. Il faut toutefois que l'accord général soit un encouragement à la négociation et au compromis, et non un dogme immuable. A son sens, une formulation faisant droit aux aspirations des pays qui, comme le Mexique, attachent une importance fondamentale au règne du droit dans les relations internationales vaut mieux, même si elle n'est pas appuyée par certains pays qui hésitent à franchir le dernier pas, qu'une définition insuffisante qui serait approuvée à l'unanimité.

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR

Question des méthodes d'établissement des faits
(suite*) [A/6686 et Add.] à 3, A/C.6/382]

38. Le PRESIDENT déclare qu'il a obtenu le consentement de tous les groupes géographiques au sujet de la composition du groupe de travail que la Commission a décidé de créer aux termes de sa résolution A/C.6/382. Cependant, cet accord est subordonné à la condition que le groupe de travail compte 16 membres au lieu des 15 qui avaient été prévus dans ladite résolution. Le Président demande à la Commission si elle souhaite revenir sur sa décision et si elle accepte de porter à 16 le nombre des membres du groupe de travail.

39. M. MWENDWA (Kenya) propose formellement de modifier la résolution A/C.6/382 dans le sens indiqué par le Président.

Il en est ainsi décidé.

40. Le PRESIDENT propose que le groupe de travail chargé de la question des méthodes d'établissement des faits soit composé des 16 pays suivants: Ceylan, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Jamaïque, Japon, Liban, Libéria, Pays-Bas, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Tchécoslovaquie, Togo et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Il en est ainsi décidé.

41. M. DARWIN (Royaume-Uni) regrette qu'il ait fallu, pour parvenir à un accord, revenir sur une décision qui avait été prise à l'unanimité et qu'il soit apparu que la majorité nécessaire à cette fin était en faveur du nouveau chiffre. Ce n'est qu'à contre-cœur que le groupe des pays occidentaux a accepté que le groupe de travail soit composé de 16 membres se répartissant comme il était proposé. Ils y ont cependant consenti, étant donné les circonstances, dans un esprit de compromis et pour éviter des pertes de temps.

42. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique), parlant en qualité de président du groupe latino-américain, dit que son groupe ne s'est pas opposé à l'augmentation proposée, mais qu'il trouve que les pays d'Amérique latine sont insuffisamment représentés, ne s'étant vu attribuer que deux sièges au lieu des trois qui, selon eux, auraient dû leur revenir. Il doit être bien entendu que le fait que le représentant du Mexique soit rapporteur du groupe de travail ne signifie absolument

*Reprise des débats de la 992ème séance.

pas que le groupe latino-américain est représenté par trois pays.

43. M. CHAMMAS (Liban) félicite le Président des efforts qu'il a déployés pour parvenir à un accord sur la composition du groupe de travail.

Organisation des travaux de la Commission

44. Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission a décidé d'étudier le rapport du groupe de travail sur les méthodes d'établissement des faits immédiatement après la question de l'examen des principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (point 87 de l'ordre du jour). Comme la constitution du groupe de travail a pris plus de temps que prévu, il ne sera sans doute pas possible de le faire. Il faudrait peut-être passer, après la question des relations amicales et de la coopération entre les Etats, à la question du programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (point 90 de l'ordre du jour). Il resterait alors deux questions à examiner, celle des privilèges et immunités diplomatiques (point 98 de l'ordre du jour) et celle concernant la nécessité d'accélérer l'élaboration d'une définition de l'agression compte tenu de la

situation internationale (point 95 de l'ordre du jour). Le Bureau de l'Assemblée générale ayant décidé que cette dernière question ne serait examinée par la Sixième Commission qu'après son étude en séance plénière, il se peut qu'il faille examiner en premier la question des privilèges et immunités diplomatiques si cette étude n'est pas achevée. Dans ces conditions, le Président propose que la Commission aborde la question du programme d'assistance des Nations Unies immédiatement après le point actuellement en discussion et qu'elle décide à ce moment-là, compte tenu de l'état d'avancement des délibérations du groupe de travail sur les méthodes d'établissement des faits, dans quel ordre elle examinera les autres points de son ordre du jour.

45. M. ALCIVAR (Equateur), appuyé par M. PECHOTA (Tchécoslovaquie), dit qu'en raison des importantes divergences de vues existant au sujet de la question actuellement à l'examen, les négociations relatives aux projets de résolution qui seront présentés sont extrêmement difficiles. D'autre part, comme un grand nombre de délégations désirent encore faire connaître leur opinion sur cette question, il faudrait augmenter le nombre de séances qui lui seront réservées afin de pouvoir consacrer à cette matière importante toute l'attention qu'elle mérite.

La séance est levée à 17 h 45.